Attention, une laïcité peut en cacher une autre...

La laïcité est d'abord un principe, qui permet de vivre ensemble en bonne intelligence et dans le respect des convictions de chacun. Comme tout principe, il doit se traduire sous forme de règles, que l'on peut résumer à trois, si l'on suit Jean Baubérot: respect de la liberté de conscience et de culte, lutte contre toute domination de la religion sur l'Etat et sur la société civile, égalité des religions et des convictions, les convictions incluant le droit de ne pas croire'.

Les discours successifs du président de la République au Latran puis à Ryad semblent relever d'une autre conception, qui ne peut que nous inquiéter.

Personne ne doute que le christianisme fasse partie des "racines" de la culture française, mais parmi d'autres racines, ce que manifestement le président passe sous silence. On sait combien les religions peuvent favoriser le sentiment d'appartenance à une communauté particulière : au moment où la France ne sait trop comment gérer toute la diversité de sa population, cette insistance sur une seule mémoire ne peut que favoriser l'identification à un "nous" qui renvoie toujours à un "eux", au sein de la même communauté nationale. C'est un jeu dangereux.

Le président de la République sort de son rôle lorsqu'il assigne à la religion un rôle central pour fonder la morale, en affirmant la supériorité d'une morale "adossée à une espérance qui comble l'aspiration à l'infini" ; en souhaitant pour la République de compter beaucoup d'hommes et de femmes qui croient, c'est à dire qui espèrent ; ce qui lui permet d'affirmer ensuite que "dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur". Nicolas Sarkozy a le droit de le penser, le président de la République n'a pas le droit de l'affirmer. On trouve là une affirmation lourde de sens : la société ne pourrait ainsi trouver une réelle solidarité, la morale une réelle assise, que sur le fondement d'une croyance en une transcendance ; de la sorte, les religions et du coup les communautés religieuses seraient invitées à jouer le rôle de tutelle des principes et des valeurs publiques. Le monde moderne s'est autrement constitué. Les hommes peuvent et doivent former une communauté de vie et de projet fondée sur l'affirmation que les hommes sont libres et égaux, que tout homme est digne de respect et que cela permet de fonder des valeurs communes, celle des droits de l'Homme. C'est l'acquis du siècle des Lumières. Il n'impose pas de vivre contre la religion ou sans elle, même s'il a du s'imposer contre les clercs, il permet au contraire de vivre ensemble dans le respect des croyances de chacun.

Ne nous y trompons pas : c'est une tendance grandissante dans certains milieux que d'expliquer la crise des valeurs par l'abandon des

repères religieux et dans le même mouvement de chercher à fonder sur la religion les règles du vivre ensemble. C'est cela qui mène en général les confessions dominantes à vouloir régenter les consciences. Nous sommes pour notre part du côté des Voltaire, Diderot, Rousseau ou Kant : nous préférons prendre le risque de la raison, avec ses limites, pour fonder nos valeurs communes et faire le pari de la liberté de pensée. Ce n'est pas là une "sous-morale", une morale à mini-ma comme le laisse entendre N. Sarkozy : c'est au contraire une morale exigeante, celle qui impose de considérer tout homme comme son semblable, capable de raison, de liberté et de responsabilité. Cela n'a rien d'anti-religieux, sauf à faire partie de ceux qui considèrent que la religion contredit la raison et la liberté de l'homme.

Professionnels de la formation et de l'éducation, nous tenons à ce qu'une des missions de l'École soit d'éduquer les jeunes à la liberté, au respect et à la découverte d'autrui. Le caractère propre des établissements sous contrat ne saurait en rien contrevenir à cette exigence, encore moins constituer un îlot de communautarisme.

Xavier Nau Secrétaire général

Voir également le communiqué commun Sgen et Fep CFDT en page 4.

1. État, laïcité, religions in *regards sur l'actualité n°2p8, La Documentation française, février 2004.*